

# UN CLIMATE CHANGE CONFERENCE LIMA COP20 | CMP 10



**AU MOIS DE DÉCEMBRE AURA LIEU À PARIS LA 21<sup>E</sup> CONFÉRENCE DE L'ONU SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE.** Lors de cette conférence, un nouvel accord international sur la protection du climat devrait être approuvé et prendre le relais du Protocole de Kyoto.

## Un accord ambitieux est indispensable



Roger Nordmann, conseiller national PS, Vaud

Les prévisions scientifiques du Groupe d'experts intergouvernemental sur le climat (GIEC) sont de plus en plus précises et inquiétantes. Si la tendance actuelle se poursuit sans inflexion notable, la température globale augmentera d'au moins 4 degrés d'ici à 2100, et le niveau des mers de 1 mètre. Pour des centaines de millions d'êtres humains, une telle évolution signifie la disparition de leur base d'existence: deltas submergés, désertification, acidification des océans, etc.

### Un grand engagement de la part de la France

Au mois de décembre se tiendra à Paris la 21<sup>e</sup> Conférence internationale sur le climat: il s'agit de mettre sur les rails un accord mondial pour la lutte contre le réchauffement climatique durant la période 2020 à 2030. La gravité

de la situation devient de plus en plus perceptible aux yeux de nombreux gouvernements. De ce fait, la situation se présente plutôt de manière plus favorable que lors des précédentes conférences. De plus, le Gouvernement français tient absolument à réussir cette conférence, avec un engagement très fort du Président Hollande ainsi que des ministres Laurent Fabius et Ségolène Royal.

Un accord international est absolument indispensable pour encadrer les politiques nationales. À défaut, il est trop facile pour les autorités nationales de se défaire sur l'absence de coordination au niveau international. Cela s'explique aisément: même les plus grands pays, comme la Chine ou les USA, ne représentent, considérés isolément, qu'une fraction des émissions. Une politique de réduction des émissions limitée à un seul pays n'a qu'un effet marginal sur le problème du réchauffement climatique.

### Les objectifs suisses sont moins ambitieux

Ce constat est parfois utilisé en Suisse par les adversaires d'une

politique climatique efficace. Leur discours est assez simpliste: «*La Suisse ne représente qu'un millième des émissions mondiales de gaz à effet de serre, elle n'a aucune influence*». Or, le fait que des pays développés s'engagent énergiquement dans la lutte contre le réchauffement climatique a au moins trois effets positifs:

■ Cela montre aux pays émergents que les pays les plus avancés voient un intérêt direct à réduire leur propre consommation d'énergie fossile, parce que cela augmente leur efficacité économique.

■ Un engagement crédible des pays avancés favorise la conclusion d'un accord international.

■ En s'engageant, les pays avancés stimulent le progrès technologique, lequel peut permettre d'atteindre les objectifs de réduction des émissions qui semblaient autrefois inatteignables.

La Suisse est toujours fortement engagée en faveur de ce type d'accord. En vue de Paris, elle est même la première à avoir formulé ses propositions d'engagement. En revanche, la proposition suisse n'est ambitieuse qu'en apparence:

elle propose que l'on réduise de 50 % les émissions par rapport à 1990, mais que deux cinquièmes de la réduction se fassent à l'étranger, sous la forme de l'achat de certificats d'émissions. On se rappellera ici que ce mécanisme qui s'apparente au commerce moyenâgeux des indulgences avait été introduit dans le Protocole de Kyoto par les États-Unis, afin de le saboter (protocole qu'ils n'avaient d'ailleurs finalement pas ratifié). À y regarder de plus près, la réduction d'émissions à laquelle la Suisse s'est engagée, -30 % par rapport à 1990, correspond en réalité à la Stratégie énergétique 2050, et rien de plus.

Ce qui nous ramène brusquement à la politique intérieure suisse: il faudra non seulement faire approuver la Stratégie énergétique 2050 du Conseil fédéral, mais aussi renforcer son volet climatique. Pour cela, la première chose à faire, c'est de gagner les élections.